



CENTRO DE DOCUMENTACION
DONACION
CASA DE LAS AMIGAS

COMMUNIQUE

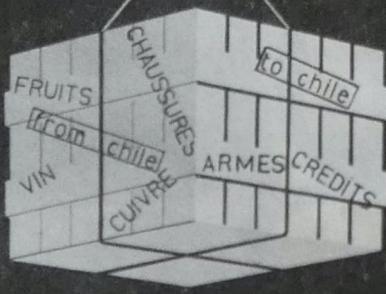
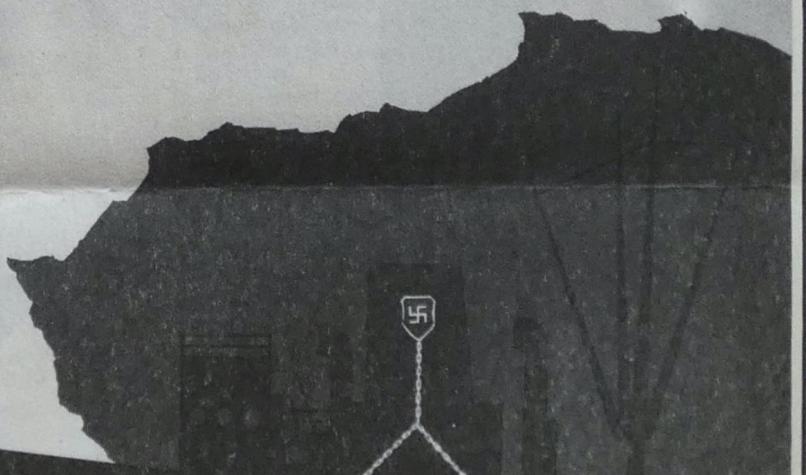
DU CHILI EN LUTTE

PERIODIQUE MENSUEL
N° 3 MARS 1976

REDACTION : Boite postale N° 88

4000 LIEGE 1 - Belgique
F. B. 20

CHILI



= REPRESSION
FAMINE



RIEN POUR LES FASCISTES

LE BOYCOTTAGE ACCÉLÈRE LA VICTOIRE DU PEUPLE CHILIEN

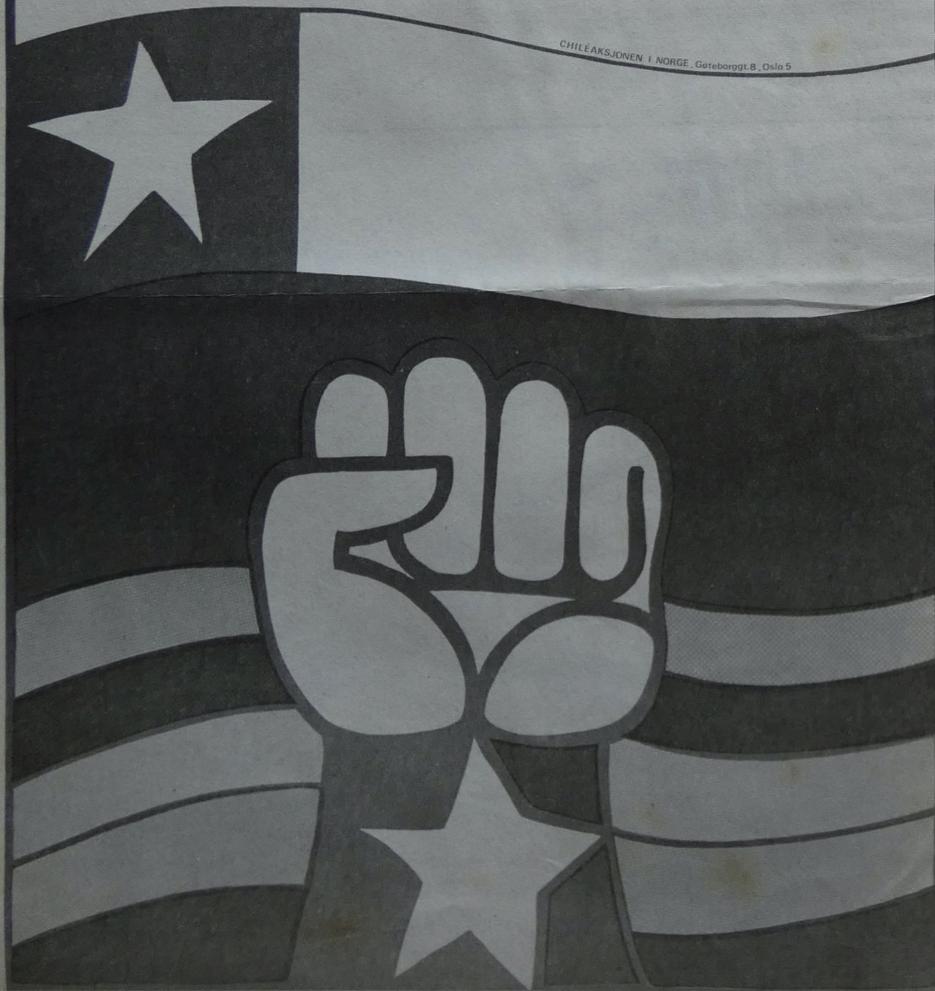


Avec la famine du peuple Chilien, la junta finance les armes de la répression :
Il est dans vos mains de combattre ce sinistre marché !

250 000 TIL MOTSTANDSBEVEGELSEN I CHILE

Gi ditt bidrag til
CHILE-INNSAMLINGA
Postgiro 227 15 00

CHILEAKSJONEN I NORGE, Gåteborggt. 8, Oslo 5



A NOS LECTEURS :

Excusez-nous du retard enregistré dans la publication de ce numéro de notre bulletin. Les causes sont indépendantes de notre volonté.

Le Comité de Rédaction.

... ET LES PROPHETES EURENT RAISON... DU CHILI

"En 1970, ils dépensèrent des millions de dollars pour avertir les chiliens que s'ils votaient pour le Dr. Allende, il y aurait des chars en face du palais présidentiel et des navires de guerre étrangers dans le port de Valparaiso, que leurs enfants seraient mitraillés, que le Parlement serait fermé, qu'il n'y aurait plus d'élections libres, que l'on fermerait les journaux, qu'il y aurait une crise économique, que l'on ouvrirait des camps de concentration et que ce serait la fin des libertés civiles.

"Mais le peuple chilien ne les écouta pas. Et le 11 septembre 1973, tout devint une réalité tel que la C.I.A. l'avait prédit". (Article de Fred Landis, dans le magazine "Liberation", Etats-Unis, No 3, 1975; repris par le Bulletin "Chile-América", Rome, No 14-15).



Comité de Solidarité R.D.A. - Chili. Berlin

SOMMAIRE

A. NOUVELLES DE LA RESISTANCE	3	8. Sociales.	11
B. INFORMATIONS DE L'INTERIEUR :	4	9. Divers.	12
1. Répression :	4	C. INFORMATIONS INTERNATIONALES.	12
2. Politiques.	5	1. Organismes internationaux, Nations-Unies, etc	12
3. Economiques.	7	2. Relations internationales :	14
4. Syndicales.	8	3. Solidarité.	15
5. Culturelles.	8	D. INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES.	16
6. Eglises	10	E. DERNIERE HEURE.	18
7. Militaires.	10	F. COURRIER DES LECTEURS.	18

A. RESISTANCE DES EMPLOYEES DU SERVICE NATIONAL DE SANTE SE REVOLVENT

Face à la décision de la junte de livrer les ateliers du Service National de Santé, à Santiago, au secteur privé, avec les licenciements que cela implique, les femmes qui y travaillent ont occupé les ateliers, avec leurs enfants. On fabrique dans ceux-ci des meubles et du matériel pour les hôpitaux et on y fait marcher une blanchisserie. Les autorités du Service ont fait appel aux soldats de la force aérienne pour étouffer la protestation des femmes; ces soldats sont arrivés en camions portant des mitrailleuses lourdes. Mais, vu l'ampleur de la manifestation, à laquelle se sont joints les travailleurs de l'hôpital voisin (Barros Luco), et en raison de la ferme détermination de ceux-ci de tenir tête aux soldats, les militaires se sont vu contraints de retirer leurs hommes et de prendre en considération les réclamations des ouvriers.

Il s'agit là d'une réussite importante de la lutte de masse et d'un exemple marquant pour tous les travailleurs. ("Unidad Antifascista", périodique clandestin du P.C. chilien, No 40).

EXTENSION DU COUVRE-FEU DANS LE NORD DU CHILI

L'importance accrue des actions de la Résistance au nord du pays, notamment à Iquique (1800 km au nord de Santiago), a poussé le chef militaire de la région à prolonger le couvre-feu, imposé dans tout le pays depuis le putsch de 1973. Il a été avancé de 3 heures et dure à présent de 9 h du soir à 5 h du matin.

Le général Fuenzalida, chef de la zone, a expliqué cette mesure par l'intensification de la propagande clandestine et des écrits muraux contre la junte et par l'accroissement de l'activité du Front Antifasciste dans les usines, les écoles et les bidonvilles. (Bulletin "Résistance", Alger, 22 février 1976).

ACTIONS DE MASSE...

Un fascicule sur la Résistance a été édité par le "Bulletin Informatif" de La Havanne, en septembre 1975 à l'occasion du 2ème anniversaire du coup d'Etat fasciste, sur base de nouvelles parvenues du Chili. Dans sa troisième partie on peut notamment lire les phrases suivantes: "La terreur peut intimider les gens - disait Fidel Castro - mais seulement à court terme. Après, elle crée son propre antidote: le peuple s'adapte aux pires conditions de la plus invraisemblable répression. Au Chili, les gens commencent à ne plus avoir peur, ils agissent et nous en avons des preuves" (...). Dès le Premier mai 1974 ont lieu les premières manifestations de masse et une pression syndicale ouverte s'est manifestée. Des assemblées ecclésiastiques ont été utilisés de plus en plus fréquemment pour s'être manifestées. Des assemblées ecclésiastiques ont été utilisés de plus en plus fréquemment pour des véritables actes politiques.

"... le Premier mai, en plus de la cérémonie religieuse en la Cathédrale de Santiago (qui était comblée à tel point qu'on dut mettre des hauts-parleurs à l'intention de la foule assemblée à l'extérieur), cérémonie qui commémorait la Fête des Travailleurs, la direction syndicale clandestine organisa une journée sportive au stade San Eugenio (...). A 10 heures du matin une foule compacte se mobilisait dans les rues allant à ce stade. Mais la junte, ayant eu vent de cette organisation, fit suspendre la manifestation. Néanmoins, des milliers de personnes ayant pu arriver à l'endroit fixé, beaucoup d'entre elles eurent, pour la première fois après le 11 septembre 1973, l'opportunité de se rencontrer. Un geste, un regard, un mot d'ordre glissé en cachette suffisaient pour comprendre que la lutte continuait, et le mouvement ouvrier réprimé sortit raffermi".

... ET PRESSION SYNDICALE

"Mais, ce qui est le plus remarquable c'est la pression exercée sur la junte par les organisations syndicales légales, c'est-à-dire

Chili 308

autorisées et soutenues par la junte. Cette pression s'est manifestée par le refus public en juillet 1975 du projet de Code du Travail que la junte avait soumis démagogiquement à la consultation de la base ouvrière, convaincue que les directions syndicales favorables à la junte contrecarieraient le processus de discussion. Mais l'ensemble des travailleurs se refusa à accepter ce projet. Nombre de dirigeants de gauche qui sont parvenus à rester au sein des syndicats participèrent au débat.

"La pression de la base ouvrière s'explique fondamentalement par la situation économique critique et par l'insécurité permanente quant à l'emploi, car être chômeur signifie s'enfoncer dans la misère totale (ce qui est le cas pour 20 p.c. de la population active des régions urbaines). Cette situation a obligé les directions favorables à la junte d'adopter néanmoins la plateforme de lutte de la Centrale Unique des Travailleurs clandestine (CUT), se trouvant ainsi contraints de commencer un mouvement de critique de la politique économique de la junte. Dans les usines il existe des Comités syndicaux clandestins qui ont agi à partir de décembre 1974 sur base d'une plateforme de lutte visant la défense des droits syndicaux et des conditions de vie des travailleurs.

"Cette moté du mouvement de résistance populaire à la dictature au niveau des travailleurs a été rendue possible par une combinaison correcte du travail légal et illégal.

"Le mouvement syndical clandestin a accompli un travail extraordinaire pour rendre confiance aux ouvriers. Il a fait disparaître petit à petit la peur et il a montré qu'au fur et à mesure que cette situation de lutte se généralise aucun appareil répressif ne sera capable de faire plier le mouvement syndical".

LA PRESSE CLANDESTINE SE DIVERSIFIE

"El Combatiente", nouvel hebdomadaire clandestin de la Gauche Chrétienne (un de six partis constituant le gouvernement Allende, NDLR) est paru au Chili. Son premier numéro souligne que "l'Unité Populaire est un point de départ pour une nouvelle Unité Révolutionnaire". Il appelle aussi tous les chrétiens à "rejoindre les rangs du Front Antifasciste". ("Bulletin Informatif de La Havanne", No 80). D'autre part, le bulletin "Chile-America", de Rome, signale la parution d'"Umbral" (Seuil), un autre périodique clandestin antifasciste.

DIRIGEANT DU P.C. CHILIEN PART DU CHILI AU CONGRES DU P.C. SOVIETIQUE

Le dirigeant du P.C. chilien Américo Zorrilla, ancien ministre du gouvernement de l'Unité Populaire et responsable de la lutte clandestine contre la junte, est parvenu à sortir du pays pour apporter les salutations des communistes chiliens au XXVe Congrès du P.C. de l'Union Soviétique. Cela montre la haute capacité d'organisation de l'appareil clandestin du parti, qui est parvenu à faire sortir un dirigeant aussi connu que le camarade Zorrilla. (Radio Moscou, programme "Ecoute Chili", février 1976).



B. INFORMATIONS DE L'INTERIEUR

B.1 REPRESSION

LA REPRESSION DANS LES DERNIERS MOIS DE 1975

Entre septembre et décembre 1975, plus de 700 personnes ont été torturées à la "Villa Grimaldi" (maison de torture clandestine). Ce chiffre ne tient pas compte des personnes qui ont été appréhendées puis libérées, faute de preuves, ni des enfants dont l'arrestation pour faire pression sur leurs parents devient de plus en plus fréquente.

Les méthodes de torture dans ce centre clandestin passent par diverses étapes: coups en général, chocs électriques, électrocution plus poussée, suspension dans diverses positions avec application d'électricité et extraction d'ongles, expériences d'hypnose et administration de drogues, pression psychologique par l'arrestation de familles entières, etc.

Malgré tout, on essaie d'éviter la mort du prisonnier, ou de laisser des traces qui pourraient témoigner que celui-ci a été torturé. A cette fin, la DINA compte sur une équipe de médecins qui sert à maintenir en vie le prisonnier entre les interrogatoires et qui essaie d'effacer les cicatrices ou autres marques. Dans d'autres cas, la DINA décrète "la peine de mort" et applique alors la torture de façon croissante.

Ce fut le cas à l'encontre de l'écrivain Ignacio Osses, qui fut plongé dans une piscine électrifiée, et dont le corps fut retrouvé à la morgue. Le même sort peut être appliqué aux personnes suivantes détenues à la Villa Grimaldi: José Moya, Manuel Dinamarca, Villanta et Ruben Castillo.

(Bulletin Informatif de l'Office des prisonniers politiques chiliens).

DEUX FAMILLES ASSASSINEES PAR LA DICTATURE

Une "nouvelle" de source officielle vient mettre un point final à un drame infernal, l'extermination de tous les membres, un par un, de la famille entière du dirigeant du MIR, Dagoberto Pérez, lui-même mort lors de l'"affrontement de Malloco", en octobre 1975. Un an avant sa mort, la répression avait réussi à emprisonner deux de ses frères, Carlos et Aldo, disparus depuis. A ce propos, une soeur et une belle-soeur avaient, le 7 novembre 1975, écrit une lettre à la Croix Rouge Internationale, expliquant la situation de la famille. Aujourd'hui, le cercle se ferme avec l'assassinat des deux singataires de la lettre, en plus d'une fillette dont on ne sait pas si elle appartenait à la famille.

(NDLR: en novembre 1975, le même cas s'était produit avec la famille Gallardo, accusée d'avoir prêté sa maison à des dirigeants du MIR. On leur attribua la responsabilité d'avoir pris d'assaut une école. Les témoignages et enquêtes démontrent que la moitié d'entre eux étaient dans les mains de la DINA avant la date de l'"affrontement"). (Agence ORBE, Santiago, 25 février 1976).

UN DECRET DE LA JUNTE RECONNAIT IMPLICITEMENT L'EXISTENCE DE TORTURES

Dans un nouvel effort pour améliorer son image internationale, la dictature a promulgué le 30 janvier un décret-loi qui contient les "normes pour garantir les droits des prisonniers détenus en vertu de l'état de siège". Il a été signé par Pinochet et par les ministres de l'Intérieur, de la Santé et de la "Justice". Cette mesure établit que toute personne arrêtée de façon préventive en application de l'état de siège devra, avant de rentrer et sortir d'un lieu de détention, être examinée par un médecin. Ces professionnels devront, d'après le nouveau texte légal, être indépendants des services de sécurité. D'autre part, le décret stipule que les détentions pourront seulement avoir lieu suite à ordre écrit du chef de l'organisme de sécurité. Dans cet ordre on devra inclure le nom du détenu, l'endroit auquel il est emmené et le nom de celui qui a imposé la mesure.

« La répression n'épargne pas les femmes ». Dessin publié par « Chile-Democratico », Rome.

Ce décret-loi s'est avéré, comme il fallait s'attendre, être une nouvelle manœuvre publicitaire de la junte en vue de la prochaine Assemblée de l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) à Santiago et dans le but de présenter un visage plus humain de la dictature dans ses démarches pour l'obtention de nouveaux crédits.

On a vu le résultat de ce décret les semaines qui l'on suivi: le nombre de "détenus disparus" n'a cessé d'augmenter... ("Bulletin Informatif de La Havanne", 8 février 1976).

LA TORTURE DES FEMMES

L'actrice Elsa Rudolphi, récemment libérée des prisons de la dictature chilienne a déclaré à "Paris Match" qu'elle a été torturée pendant huit jours, puis détenue pendant treize mois. Elle a témoigné de nombreux cas de femmes enceintes qui furent soumises à la torture par décharges électriques et d'autres méthodes atroces. Elle ajouta qu'elle a connu des femmes de 16 à 60 ans qui ont été soumises à ces sévices.

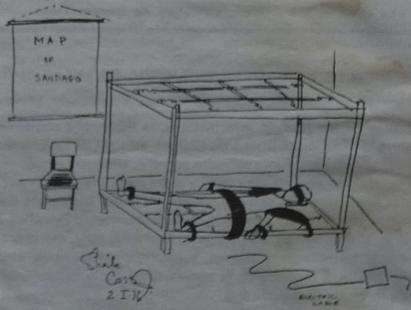
("Paris Match", 26 janvier 1976).

"Toute personne qui ne cède pas à la première claque ou au premier cri commence à être torturée avec l'électricité" a déclaré la doctresse britannique Sheila Cassidy, le 19 janvier, aux membres de la Commission des Droits Humains qui enquêtent les violations de ces droits au Chili. Elle a ajouté que pratiquement toutes les femmes prisonnières ont été torturées. "Entre autres tortures, a-t-elle ajouté, on utilisait la méthode d'immersion dans les eaux noires". (La doctresse Cassidy fut emprisonnée en octobre 1975 et torturée jusqu'à la date à laquelle le gouvernement britannique obtint sa libération en décembre 1975. Ensuite, ce gouvernement rappela son ambassadeur, NDLR).

(Journal "The Observer", Londres, 23 janvier 1976).

DEPORT THE CHILEAN AMBASSADOR

He called Sheila Cassidy a liar and a coward
This is what his Government did to her
and is still doing to thousands of others



Chile Solidarity Campaign 129 Seven Sisters Road London N7

DEPORTEZ L'AMBASSEADEUR CHILIEN : Il appela Sheila Cassidy une menteuse et une lâche. C'est ceci ce que son gouvernement lui fit subir et que continue à faire avec des milliers d'autres.

Aura Hermosilla et Loreto Pelissier, collaboratrices du Comité Pro-Prox des églises chiliennes, furent arrêtées pour avoir aidé des parents des prisonniers politiques. En plus de l'application de l'électricité sur un lit de fer (torture dénoncée aussi par la doctresse Cassidy, NDLR), elles décrièrent une nouvelle torture consistant à enfermer les détenus dans des cages d'un mètre cube. On a maintenu une femme pendant deux mois dans une telle cage.

(Journal "Langs og Folk", Copenhague, 16 février 1976).

LA JUNTE FASCISTE A L'AVANGARDE DE LA DEFENSE DES DROITS HUMAINS

"Parmi les "Actes Constitutionnels" (NDLR: décrets de la junte ayant la portée de dispositions constitutionnelles et qui automatiquement modifient la Constitution) qui seront arrêtés pendant le premier semestre 1976, celui relatif aux droits de l'homme a une importance spéciale, selon le président de la "Commission Constituante". Celui-ci ajouta même que cet Acte sera l'instrument le plus moderne et efficace pour la protection des droits essentiels de la personne, comme il n'en n'a jamais été édicté dans aucun pays (sic). Il montrera au monde et à la prochaine Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains, qui aura lieu à Santiago au mois de juin prochain, l'infamie de l'action dont notre Nation a été la victime". ("El Mercurio", Santiago, 3 mars 1976).

B.2 POLITIQUES

L'ISOLEMENT DE LA JUNTE VUE PAR LA PRESSE DE DROITE

"Au bout de deux ans, le panorama de notre position internationale est désolant parce qu'à l'animosité des pays socialistes, se sont jointes celle de l'Europe occidentale et, progressivement, celle des Etats-Unis (...). La situation du Chili en Amérique Latine n'est pas meilleure (...). Le Chili est sur le point d'être isolé, ce qui se répercutera négativement non seulement sur les perspectives économiques mais AUSSI SUR LA STABILITE INSTITUTIONNELLE MEME DU PAYS (lire "le maintien en place du régime Pinochet", NDLR).

"... Il est possible d'identifier les aspects de la politique intérieure qui ont la plus grave répercussion à l'extérieur. Il s'agit notamment des questions ayant trait aux droits de l'homme, aux relations avec l'Eglise, à la situation politique, à celle de l'Université, à la liberté d'expression, etc. On ne pourrait songer à une amélioration de nos relations internationales que dans la mesure où ces politiques seront révisés et corrigés..." (Magazine "Qué Pasa", Santiago, 5 février 1976).

MEME DES DIRIGEANTS FASCISTES COMMENCENT A REAGIR...

"M. Pablo Rodriguez, fondateur en 1970 (au lendemain de la défaite de la droite par l'Unité Populaire, NDLR) du mouvement "Patrie et Liberté", d'inspiration corporatiste et phalangiste, l'un des initiateurs du premier soulèvement armé contre Allende (en juin 1973), ne cache plus son désappointement: "Ce gouvernement a commencé avec un large consensus mais il risque de le perdre. Il ne peut que choisir la voie de la répression. Je ne suis pas décidé à soutenir un régime à la Batista (ancien dictateur de Cuba, NDLR). Nous savons tous très bien où cela mène..." (Journal "Le Monde", 6 février 1976).

(Le problème posé à l'oligarchie chilienne et aux intérêts nord-américains est donc d'empêcher que l'échec de Pinochet puisse ouvrir la voie à un gouvernement démocratique. Il leur faut une équipe de rechange, à façade démocratique et humanitaire et on connaît déjà des candidats prêts à "se sacrifier aux intérêts supérieurs de la Nation". NDLR).

... MAIS LA JUNTE N'ENTEND PAS LAISSER LA VOIE LIBRE A SA SUCCESSION

Répondant à un éditorial du "New York Times", "El Mercurio" écrit: "The New York Times voue ses éditoriaux à appuyer le livre écrit par l'ancien président Frei contre le régime. L'opinion publique e chilienne entend respecter les personnalités du pays mais il est inacceptable qu'il y ait des pressions étrangères qui se manifestent avec arrogance, en vue de renverser la junte de gouvernement, pressions qui n'hésitent pas à appuyer la position de Frei". (Journal "El Mercurio", Santiago, édition internationale du 18 au 24 janvier 1976).

CEUX QUI S'ACCROCHENT AU POUVOIR ET CEUX QUI LE CONVOIENT

"Il paraît qu'appuyer des politiciens déterminés est un objet de reproche quand c'est fait par la CIA mais que cela mérite des éloges quand c'est le "New York Times" qui le préconise (...) Nous, les chiliens, nous devons défendre sans concession la souveraineté de la patrie (c'est-à-dire la junte, selon "Qué Pasa", NDLR), quel que soit le secteur idéologique yankee (sic) qui nous menace (...) Et le symbole de cette décision chilienne sera l'adhésion inconditionnelle à la personne du chef de l'Etat, image irremplaçable de ce que le Chili doit aux forces armées, ainsi que le même appui au processus de restauration et de rénovation du pays..."

(Magazine "Qué Pasa", Santiago, 29 janvier 1976).

Un autre journaliste du même magazine écrit:

"On paraît en être arrivé au moment favorable pour publier des critiques très élaborées - et même des livres (celui de Frei, NDLR) - à propos de la direction politique et économique du pays.

"Nos politiciens professionnels les plus opportunistes comprennent que le moment est arrivé de se présenter comme alternative puisqu'on a déjà passé la partie désagréable de la vie de la nation. Ils sont donc prêts à cueillir les fruits et à s'approprier le redressement du Chili".

(Magazine "Qué Pasa", Santiago, 15 janvier 1976).

LA NOSTALGIE DE L'"ORDRE NOIR"

Sous ce titre, le quotidien, syndical démocrate chrétien francophone belge "La Cité" écrit:

"L'idéal de Jaime Guzman (un des idéologues de la junte, NDLR) est d'instaurer au Chili une "démocratie corporatiste et sélective". Le projet de Constitution dont il est un des principaux inspirateurs prévoit notamment un parlement aux effectifs restreints (une cinquantaine de personnes)" qui devront répondre à des critères de morale, de niveau d'études, d'âge, d'expérience publique qui seront le garant de leur qualité". Bref, une véritable "race de seigneurs" parlementaires.

"On peut se demander cependant si cette évolution d'un régime qui semble vouloir être "plus franquiste que Franco" ne traduit pas un certain désarroi. Et si ce raidissement idéologique ne constitue pas un aveu de faiblesse. Il est clair que si M. Frei a pu (...) rendre public son livre, cela signifie qu'une certaine portion de l'armée n'est pas prête à suivre jusqu'au bout M. Pinochet. A l'inverse du parti démocrate chrétien de l'extérieur (les exilés, NDLR) qui prône une alliance avec la gauche, le parti démocrate-chrétien de l'intérieur (Frei) table sur une évolution libérale des forces armées sous la pression des classes moyennes et de Washington excédés de l'impérialisme économique de la junte".

(Journal "La Cité", Bruxelles, 28 février 1976).

ATTENTAT CONTRE LE PRESIDENT DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE DU CHILI

"Santiago, 26 février (Agence France-Presse). - Une forte charge a explosé dimanche 21 février dans la maison où le président de la démocratie chrétienne, M. Alwyn, passe ordi-

nairement ses vacances.

M. Alwyn et sa famille se trouvaient alors dans un village voisin (...) Selon des personnalités de ce parti, elles avaient reçu, dans le courant de ce mois, des tracts signés "Alliance anti-révolutionnaire", déclarant: "Nous sommes allés en Argentine, en Uruguay, en Amérique Centrale et en Europe, et nous allons agir ici". D'autres tracts, envoyés aussi par la poste, menaçaient de mort leurs destinataires pour "trahison" (étant donnée l'origine des tracts, il est pertinent de se demander: qui ont "trahi" les dirigeants démocrates-chrétiens? NDLR).

Retournant à "La Cité", on peut lire:

"Cette campagne a bien sûr ses raisons" En l'absence d'une alternative de gauche, c'est la démocratie-chrétienne et plus particulièrement l'entourage de Frei qui est le plus à même de tirer parti du mécontentement quasi général suscité par la politique économique désastreuse de la junte.

"Dans un livre que les militaires, après maintes hésitations, n'ont pas osé interdire, Frei s'est montré "profondément angoissé par la situation dramatique" de son pays. Le dirigeant de l'aile droite du P.D.C. a émis des propos très durs à l'égard du régime".

(Journal "La Cité", Bruxelles, 28 février 1976).



- Le chien et son maître -, caricature de Gibbon. Liège.

L'OPINION DE LA GAUCHE CHILIENNE A L'INTERIEUR DU PAYS

Sur base de ses propres informations, la Résistance chilienne analyse la situation politique du Chili et, au sujet de l'avenir du gouvernement de la junte militaire actuelle, elle estime que:

"Il est de plus en plus clair qu'il y a des contradictions importantes aux Etats-Unis entre le secteur militaire, représenté par Kissinger et le Pentagone, qui veulent maintenir Pinochet à tout prix, et le secteur civil (Rogers, Kennedy, etc.), qui préconise une formule de rechange, suggestion qui coïncide avec celle de divers secteurs de la sociale-démocratie européenne. Trois formules sont avancées:

- remplacement des quatre membres de la junte actuelle par quatre autres membres des forces armées,
- remplacement du seul Pinochet,
- mise en place d'un gouvernement composé de civils et de militaires mené par Frei",

("Bulletin Informatif de la Havane", 12 janvier 1976).

B.3 ECONOMIQUES

LE DESASTRE AGRICOLE AU CHILI

La junte militaire a mis l'accent sur le grand succès qu'on attendait du secteur agricole en 1975. Cette production devait non seulement donner au pays la possibilité de réduire fortement ses importations agricoles traditionnelles mais aussi d'augmenter la production de certains produits d'exportation. Mais les prédictions des techniciens de la junte différaient absolument de la réalité. Pour comprendre la gravité du problème, il faut savoir que sur 4,5 millions d'hectares de terre labourables au Chili, 1,3 million représentent la surface irriguée, le blé étant un des produits qui occupe la moitié de cette surface. En considérant que la consommation interne de blé s'élève à 1,5 million de Tonnes, annuellement le pays doit importer une quantité proche de 500.000 tonnes. C'est dans la production de blé que la junte a concentré tous ses efforts; ainsi, les techniciens de la junte dans leurs déclarations officielles, prévoient une production supérieure à 1,3 million de tonnes. La réalité, une fois la moisson faite, se révéla pourtant dramatiquement différente. Le chiffre signalé de 670.000 tonnes est l'un des plus bas dans l'histoire agricole du pays; beaucoup plus bas que celui obtenu lors du gouvernement de l'Unité Populaire, période de pleine offensive patronale.

PREMIERS PAS DE LA REFORME AGRAIRE... SOUS L'IMPULSION DES ETATS-UNIS

En 1962, sous la pression des Etats-Unis, fut promulguée la première loi de Réforme Agraire au Chili, loi qui cherchait à diminuer les tensions sociales à la campagne en faisant participer celle-ci d'une meilleure façon au développement capitaliste. Le nombre de propriétés privées expropriées ne dépassa pas la douzaine, ce qui montre très clairement les limites de cette première étape, appelée la "Réforme du pot de fleur".

FREI: UNE NOUVELLE ETAPE

Considéré, à ce moment-là, comme une des bases du projet de modernisation du gouvernement de la démocratie-chrétienne, une nouvelle loi de réforme agraire fut promulguée en 1967. Pour la DC, l'option principale consistait à concentrer la plus grande partie des investissements, l'assistance technique, les crédits, etc... dans les mains du secteur capitaliste moderne en pleine expansion, afin d'être en mesure de satisfaire, dans des délais raisonnables, la majeure partie de la demande intérieure.

ALLENDE: LE PAS EN AVANT ACCOMPLI EN MOINS DE TROIS ANS

A la fin de juin de 1972, on pouvait considérer quasiment à son apogée l'élimination de ce qu'on appelle les "Latifundias", ou grandes propriétés, dont le nombre est tombé de 5.000 à 200. Ainsi en temps relativement court, un objectif essentiel de la politique d'approfondissement de la Réforme Agraire, avait pu être réalisé.



- La stabilité de la junte -, vue par le dessinateur Gibbon (Liège) et par un caricaturiste de la R.D.A.

LA JUNTE MILITAIRE: TRANQUILITE A LA CAMPAGNE

dans l'économie sociale de marché, devait être atteint en rétablissant la gestion individuelle de l'exploitation. Par l'élimination des canaux de représentation paysanne, les plus petits à la campagne restent dans de mauvaises conditions face aux puissants intermédiaires qui sont chargés de la commercialisation,

L'ECHEC DE LA DICTATURE

Face à la conscience politique qui s'était révélée parmi les paysans, la junte dut recourir à une sanglante répression lorsqu'elle voulut appliquer sa nouvelle politique. Ainsi pour rétablir la "normalité" la junte suspendit immédiatement les expropriations et mit en oeuvre un processus de remise de terres à leurs anciens propriétaires. On calcule aujourd'hui que deux millions d'hectares sur un total de six millions expropriés sous Allende, furent rendus aux anciens propriétaires. D'autre part les propriétés non remises furent parcelisées afin d'accorder celles-ci aux paysans favorisés. La junte prétendait créer un vaste secteur de petits propriétaires qui, intégrés aux grands et moyens propriétaires traditionnels, devaient se muer en défenseurs de la propriété privée.

Un autre objectif, à savoir l'intégration de l'activité agricole La grave baisse des revenus de la population a signifié une baisse de la demande non seulement des produits manufacturés mais aussi des produits agricoles. Cette situation s'est traduite par une baisse des prix principalement au niveau des producteurs. Les prix que ceux-ci obtiennent de leurs produits n'arrivent pas à couvrir leurs coûts. C'est pour cela que les surfaces cultivées ont diminué.

Au même moment, la forte inflation a entraîné la hausse des prix des semences qui, dans beaucoup de cas, sont devenues hors de portée compte tenu des possibilités financières des petits producteurs. De plus, les sources de crédit ont été limitées de façon drastique.

Ces raisons nous permettent de comprendre l'échec de la junte dans l'agriculture. Malgré cela, elle persiste dans la politique de parcelisation et de propriété individuelle. C'est pour essayer de renforcer la défense de la "sacrée" propriété privée que la junte n'hésite pas à soumettre le peuple chilien à la misère, à la famine et à une exploitation des plus terribles.

("Revue Nouvelle", décembre 1975)

LA VENTE AUX ENCHERES DU CHILI CONTINUE

Un consortium international pour "l'étude, le développement et l'exploitation de la mine de cuivre "El Abra" est en formation. La première réunion des investisseurs intéressés s'est tenue à New York les 16 et 17 décembre dernier.

On attend aussi les propositions d'un consortium américain-canadien intéressé aux grissements de "Quebrada Blanca". Au mois de décembre de 1975 c'est concrétisé un accord avec la firme canadienne Noranda-Mines Ltd., relatif au gisement d'"Andacollo".

Les mêmes consortiums américains-canadiens et deux groupes brésiliens s'intéressent au dernier des quatre gisements de cuivre, celui de "Los Pelambres", pour lequel on attend de grands investissements.

("El Mercurio", Santiago, 4 mars 1976).

(NDLR: Une des premières réalisations du gouvernement d'Allende fut de faire voter au parlement l'Amendement constitutionnel qui déclarait que toutes les richesses du sous-sol faisaient partie du patrimoine national, celui-ci étant inaliénable).

L'EFFICACITE DES INVESTISSEMENTS AU CHILI

Un rapport récent du Comité des Investissements étrangers, indique que le secteur minier absorbe à lui seul 61,46 p.c. des investissements étrangers. Ce secteur est caractérisé par la lenteur initiale de son rendement. Une partie de ces investissements correspond à des projets qui peuvent être concrétisés seulement en 1980. D'autres investissements importants sont ceux d'ESSO (Etat chilien) de "Ecota" (lithium), de

Gazocéan, pour un tanker (France). (NDLR: il s'agit d'un investissement qui cherche à se mettre à l'abri du renversement de la junte), et de la Holderbank (Suisse) pour l'industrie du ciment. ("El Mercurio", Santiago, le 4 mars 1976).

UNE ENTREPRISE NATIONALISEE PASSE AUX MAINS DES AMERICAINS

L'industrie de cellulose "Arauco", nationalisée sous l'Unité Populaire, vient d'être vendue au groupe "Pearson & Whitmore" pour la somme de 55 millions de dollars. La "Orfo", Corporation d'Aide au Développement, avait précédemment signalé que cette industrie valait 86 millions de dollars. Agence UPI, 29 décembre 1975.



Etats-Unis HORS LES MAINS DU CHILI
LE PEUPLE VAINCRA !
Affiche éditée aux U.S.A.

**B.4 SYNDICALES
LE POINT DE LA SITUATION**

L'hebdomadaire démocrate-chrétien (tendance Frei) "Ercilla" de Santiago signale le 2 mars dernier: "De nombreux dirigeants syndicaux ont réitéré leur demande en vue d'obtenir les moyens légaux et administratifs pour rétablir les activités syndicales et permettre la participation des travailleurs. "Ce qui s'est passé avec les syndicats peut s'expliquer: La CUT (Confédération Unique des Travailleurs) fut dissoute à cause de ses liens avec les partis marxistes et afin d'éviter qu'elle ne puisse servir à donner des instructions pour l'action de ceux-ci. "On prétendait ainsi soumettre l'appareil syndical aux exigences de la sécurité nationale. En diverses occasions on a dit que l'on maintiendrait les limitations dans ce secteur tant qu'on n'arriverait pas à freiner l'inflation et à obtenir la stabilité économique nécessaire. Pour des raisons évidentes, la réalisation de ces objectifs n'est pas très prochaine. "Cette politique a des finalités concrètes, tel le renforcement de l'entreprise privée traditionnelle comme unité de production, l'attraction des investissements et l'efficacité. Pour ce faire on a besoin de tranquillité dans les activités syndicales. Sans doute, n'aspire-t-on pas à la paix sociale, car elle n'est possible qu'au travers d'une juste distribution des charges et des bénéfices, difficile à obtenir sans une intégration adéquate des différents facteurs de la production. "Mais s'il est vrai que l'activité politique a dénaturé les véritables objectifs syndicaux, il est tout aussi vrai que la suspension

des droits des travailleurs les laisse dans une situation d'infériorité face au secteur patronal et pratiquement sans aucune protection. Ne parlons pas des abus et des cas d'arbitraire car nous supposons que toutes les procédures de protection établies par les lois, continuent à être en vigueur. (...) "Le jour arrivera où les travailleurs récupéreront la totalité de leurs droits. L'important est de ne pas trop attendre. Sinon les exigences futures seront telles que les relations entre le capital et le travail deviendront insoutenables". (C'est surtout ceci qui préoccupe le plus le commentateur. Sans doute voudrait-il bien que tout puisse se passer en douceur... avec un gouvernement qui soit à la fois démocrate... et chrétien. NDLR).

LES TRAVAILLEURS ET LA REFORME DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Le Ministre du Travail, le général Diaz, a déclaré que les lois qui détermineront le fonctionnement des corporations de sécurité sociale, et les lois sur les bénéfices ne seront pas discutées par les travailleurs "car il s'agit de matières exclusivement techniques". ("El Mercurio", Santiago, 29 janvier 1976).

LE MINISTERE DE L'INTERIEUR ORGANISE DES COURS DE "FORMATION PROFESSIONNELLE" POUR LES TRAVAILLEURS DE L'ETAT

"Le ministre de l'Intérieur, le général Benavides, a annoncé sa détermination de donner des cours de "formation professionnelle" aux employés du secteur public. Le programme a pour but de maintenir une "unité de pensée" parmi les travailleurs". ("La Tercera", Santiago, 18 janvier 1976). (NDLR: Avant le coup d'Etat, plusieurs centaines de dirigeants syndicaux participèrent à des cours spéciaux aux U.S.A. dans des écoles syndicales contrôlées par la C.I.A. - Ce sont ces dirigeants que la junte a placé aujourd'hui à la tête des syndicats au Chili).

L'AFL-CIO DENONCE LE FINANCEMENT DE LA CUT...

Le Département des Affaires Internationales de la Centrale Syndicale des Etats-Unis, AFL-CIO, informe que la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) a fourni 193.000 dollars à la CUT pour financer le paiement des traitements des dirigeants en exil et des activités clandestines au Chili. Cette information fut reprise hier dans un communiqué de presse du Ministère chilien des Affaires Etrangères. ("El Mercurio", Santiago, 5 mars 1976).

... CE QUI LUI VAUT D'ENTRER LIBREMENT AU CHILI

Les syndicalistes de l'AFL-CIO et de l'IRO-FIET qui visiteront le Chili dans les prochains jours, auront accès partout et pourront s'entretenir avec les organisations chiliennes qu'ils souhaitent rencontrer à déclaré le ministre du travail de la junte. ("El Mercurio", Santiago, 12 mars 1976). (NDLR: Ces syndicalistes des Etats-Unis "persona grata" auprès de la junte s'inquiéteront-ils (autant que du financement de la CUT) de la situation d'Exequiel Ponce et de Manuel Dinamarca, tous deux dirigeants nationaux de la CUT? Le premier est porté disparu depuis huit mois et le second est détenu et torturé avec sa femme et ses gosses).

**B.5 CULTURELLES
LA CONTRE-REVOLUTION CULTURELLE**

"L'objectif du "Chili nouveau" est d'obtenir une transformation radicale des mentalités, une véritable contre-révolution culturelle". "Sous l'administration de l'Unité Populaire, une démocratisation de l'enseignement avait été amorcée. La réforme voulait faciliter l'accès au savoir et surtout l'enseignement de la réalité économique et sociale du Chili, à tous les chiliens". Cette évolution a été stoppé au lendemain du coup d'Etat. Dans le primaire comme dans le secondaire, le syndicat unique

des travailleurs de l'enseignement (SUTE) fut supprimé et un délégué militaire a été désigné dans chaque établissement scolaire. Sa mission est de veiller à la stricte application par les professeurs des dispositions de la junte, à savoir "renouer avec la tradition culturelle chrétienne et avec le projet historique de la nation chilienne". "Des instructions ont été données pour expurger les programmes de "toutes les questions conflictuelles pouvant prêter à des débats d'ordre social ou politique". Cette année encore, pour éviter toute allusion aux événements contemporains, le programme d'histoire du Chili pour l'examen d'entrée à l'université s'arrête à... 1891. Les professeurs sont invités à "saisir toute occasion de mettre l'accent sur le respect envers l'autorité et la hiérarchie" et à exalter "le légitime orgueil d'être chilien, l'amour envers les glorieuses traditions de la patrie, la signification de la geste héroïque (le putscho du 11 septembre 1973, NDLR) et la connaissance des hommes illustres. (Le Monde; 11 septembre 1975).

A PROPOS DES PROGRAMMES D'ETUDES

"Il faut signaler que les nouveaux manuels scolaires et les programmes d'études ne sont pas élaborés par des enseignants spécialisés. Il a été révélé que les programmes avaient été établis par un groupe d'officiers de l'Ecole Navale et que le ministre de l'Education, le vice-amiral Hugo CASTRO, avait fait comprendre clairement qu'il n'admettait aucune critique ni

participation de la part de personnes étrangères à l'équipe qui jouit de sa confiance. Quelques semaines plus tard, selon l'agence UPI, le ministère de l'Education, annonçait qu'il bénéficierait de l'aide du fameux Corps de la Paix nord-américain pour la préparation des maîtres du primaire et du secondaire, aux termes d'un accord signé avec les Etats-Unis. Tels sont ceux qui méritent la confiance du ministre fasciste". (Granma, La Havane, 21 septembre 1975). "L'enseignement primaire a été renforcé par six matières nouvelles qui constituent toute une sorte de panégyrique des symboles de la patrie, gloires navales et militaires du Chili, semaines patriotiques, etc..." "En début d'année scolaire, un calendrier de 32 dates à célébrer obligatoirement a été publié, dates rappelant de "hauts faits militaires". (Le Monde, 11 septembre 1975).

MILITARISATION A TOUS LES NIVEAUX

"Parallèlement, des cours de "sécurité nationale" sont mis en place à tous les niveaux d'études. Il s'agit - dit la circulaire ministérielle - de faire prendre conscience aux futurs travailleurs des menaces multiples qui affectent la vie de l'Etat. Au programme, deux points essentiels: subversion et déviation politique. Des stages de trois mois dans les unités de la Défense Nationale sont prévus. (Le Monde, 11 septembre 1975).

**WE DEMAND:
NOT A PENNY MORE**

The Junta must Pay the Debt
Stop International Credits. Stop the City financing Fascism.

NOT A GUN

Stop the Submarines leaving Britain

BLACK ALL CHILEAN GOODS

Their Copper, Wine, Fruit, Vegetables keep the Junta in Business

FREE THE PRISONERS

Restore Full Political and Human Rights

**FIGHT FASCISM IN CHILE
SOLIDARITY WITH THE CHILEAN RESISTANCE**



NOUS DEMANDONS : PAS UN SOU DE PLUS. La junte doit payer ses dettes. Stop aux crédits internationaux. Stop que les banquiers financent le fascisme. PAS UNE ARME. Empêchons que les sous-marins quittent la Grande-Bretagne. BOYCOTTAGE DE TOUS LES PRODUITS CHILIENS. Son cuivre, son vin, ses fruits, ses légumes maintiennent la junte au pouvoir. LIBERTE POUR LES PRISONNIERS. Restaurer tous les droits politiques et humains. COMBATTONS LE FASCISME AU CHILI. SOLIDARITE AVEC LA RESISTANCE CHILIENNE. Affiche éditée en Grande-Bretagne.

ACCUSATION DE CULTURICIDE

"... La junte de Pinochet a commencé sa guerre contre son propre peuple de la même façon qu'Hitler commença la sienne contre la Pologne: en bombardant le palais présidentiel. Dans les deux cas ce fut la destruction froidement planifiée d'un édifice d'une grande valeur culturelle; on sait en effet que les résidences des chefs d'Etat sont des trésors non seulement de souvenirs nationaux mais aussi de collections d'oeuvres d'art parmi les plus précieuses. Tel était en septembre 1939 le Château Royal de Varsovie, tel était le Palacio de la Moneda à Santiago où le 11 septembre 1973 périt en héros le Président du Chili Salvador Allende..."

"... La junte chilienne, comme l'administration hitlérienne dans les pays occupés, a détruit le système de l'enseignement général et de l'enseignement supérieur en fermant de nombreuses écoles, en supprimant les facultés des sciences humaines dans les universités, en arrêtant ou en renvoyant des milliers d'instituteurs, de professeurs et d'étudiants.

"L'un des crimes hitlériens les plus ignobles en Pologne occupée fut la destruction des monuments de Frédéric Chopin et l'interdiction, sous peine d'emprisonnement immédiat, de jouer n'importe laquelle de ses oeuvres..."

"Il y a quelque chose d'inouï dans la haine barbare analogue des gens de Pinochet pour le génie du peuple chilien et le poète de gloire mondiale Pablo Neruda dont non seulement on a précipité la mort, non seulement on a ignominieusement dévasté la résidence à Santiago en détruisant ses précieuses collections, non seulement on a brûlé les livres et qualifié de délit la propagation de ses écrits, mais dont on a encore profané la dépouille. On l'a enlevé de son tombeau pour que les chiliens ne connaissent pas le lieu de son dernier repos. Comme témoignages de cette ignoble "Opération Neruda" rappelant l'"Action Chopin" hitlérienne, il y a la maison sacagée de Neruda et son tombeau vide à Santiago, il y a la célèbre maison de travail créateur de Pablo Neruda à Isla Negra inaccessible à quiconque parce que confisquée par la junte".

(Rapport d'Edmund Osmanczyk - Pologne -, Membre de la Commission Internationale d'Enquête sur les Crimes de la Junte Chilienne, Mexico, 18 au 21 février 1975).

B.6 EGLISES VIVE POLEMIQUE ENTRE L'EGLISE ET LES CATHOLIQUES DE DROITE

La polémique entre les catholiques d'extrême droite et la hiérarchie catholique prend un ton acerbe au Chili, avec l'entrée en lice du nonce apostolique à Santiago, Mgr. Sotero Sanz.

Le représentant du Pape à, en effet, pris position en annonçant qu'il prierait pour que les catholiques de droite reconnaissent leur "erreur" et se reconcilient avec les "autorités légitimes de l'Eglise de Dieu". L'affaire avait commencé il y a un mois avec la publication du livre "L'Eglise du silence au Chili", édité par la Société chilienne de Défense de la tradition, de la famille et de la propriété, organisation d'extrême droite appelée aussi "FIDUCIA".

L'ouvrage accusait les évêques chiliens d'avoir "appuyé Allende jusqu'à sa chute et de tenter depuis de "restaurer le pouvoir marxiste", et inciter les catholiques à "désobéir" à la hiérarchie.

La réponse ne se fit pas attendre, les évêques accusant les catholiques favorables au mouvement de "schismatiques" et de "suspects d'hérésie". Depuis, les attaques n'ont pas cessé, à travers des communiqués de presse et des déclarations publiques.

La république de FIDUCIA au nonce a été vive. Elle regrette que les portes de la Nonciature "qui s'ouvrent avec tant de soin et de cordialité" pour donner asile aux "extrémistes" soient "fermées" pour eux. Pour FIDUCIA, il n'y a de hiérarchie légitime que celle "qui ne conduit ni vers Marx ni vers Béjnev".

La Conférence Episcopale Chilienne a relevé le gant en s'éton-

nant que le régime qui proclame son "orientation chrétienne" tolère que l'on "offense la Sainte-Mère Eglise". Ce réquisitoire n'a toutefois suscité encore aucune réaction du gouvernement, qui semble vouloir se tenir à l'écart de la querelle. (Cependant, la junte permet la distribution du livre dans les boîtes aux lettres pendant les heures du couvre-feu, NDLR).

La FIDUCIA du Chili est une filiale de l'organisation du même nom existant au Brésil, et dont un des dirigeants avait publié en 1967 le livre "FREI, LE KERENSKY CHILIEN" qui accusait l'ex-président démocrate chrétien d'avoir facilité la pénétration au Chili du marxisme-léninisme.

(Agence France Presse, reprise par "Le Monde", Paris, 16 mars 1976).



DRONTS HUMAINS AU CHILI. - Gramma -, La Havane.

B.7 MILITAIRES LE MCONTENTEMENT CROIT DANS LES FORCES ARMÉES

L'hebdomadaire "Die Zeit", de la République Fédérale Allemande, dans un commentaire sur le Chili, estime que le mécontentement des forces armées chiliennes contre Pinochet n'est pas nouveau, même au niveau des sous-officiers et soldats. La publication signale que "les militaires crurent au début que, comme le disait la junte, ils allaient pour sauver la patrie. Cependant ils se virent trompés dans leurs espoirs et observèrent qu'autour d'eux tout n'était que tortures, violences, assassinats, catastrophe économique, quand ils constatèrent que l'Eglise leur était hostile et que l'indignation mondiale allait croissant, ils en vinrent à adopter une attitude de virtuelle opposition".

(Radio Berlin International).

D'autre part, à Caracas, capitale du Venezuela, le député et journaliste M. Luis Esteban Rey, membre du parti gouvernemental, écrit dans le journal "EL UNIVERSAL" ce qui suit, en citant des sources personnelles d'amis chiliens de l'intérieur: "Ceux qui veulent renverser le général Pinochet, ne sont pas des personnes "influencées par le marxisme", mais "ses propres camarades d'armes". Les changements que cherchent ces militaires, parmi lesquels ne se trouvent pas seulement des généraux; ne sont pas destinés à "restaurer la démocratie", ni rien qui puisse lui ressembler à mettre fin à la violente répression qui caractérise le gouvernement de Pinochet". (Prensa Latina, Bulletin d'information du Parti Socialiste du Chili, Berlin).

LE BUDGET MILITAIRE DE LA JUNTE

Le budget de 1976 de la junte fasciste prévoit une somme énorme pour les dépenses de l'appareil répressif des forces armées et de la police:

- 2.890 millions de pesos pour l'armée de terre contre 1.175 millions de pesos pour les ministères de la Santé Publique, du Logement, des Travaux Publics et de l'Agriculture.

- En monnaie étrangère le Ministère de la Défense Nationale dispose de 70 fois plus de dollars que le ministère de l'Education.

Dans le budget chilien on peut observer que l'article "Parlement" figure avec 8.141 millions de pesos; l'on sait cependant que le Parlement fut fermé immédiatement après le coup d'Etat. On suppose que ces ressources sont destinées à la Direction Nationale des Renseignements (DINA), la Gestapo de Pinochet.

(ADN, Bulletin d'Informations du Parti Socialiste du Chili, Berlin, RDA).

L'INTERET POUR ENTRER AUX ECOLES MILITAIRES DIMINUE

L'intérêt des étudiants pour entrer aux Ecoles Militaires chiliennes a diminué du 20 p.c. entre 1974 et 1976.

("El Mercurio", Santiago, 8 février 1976).

PINOCHET ET LEIGH S'ACHARNENT AVEC LES PRISONNIERS MILITAIRES CONSTITUTIONNALISTES

Malgré l'Arrêté permettant aux prisonniers politiques de commuer leurs peines de prison pour l'exil Pinochet et Leigh se sont personnellement occupés d'empêcher que certains prisonniers puissent bénéficier des dispositions qu'ils avaient établies eux-mêmes.

Parmi les victimes de la rancune de leurs anciens chefs se trouvent: le sergent de la Force Aérienne Belarmino Constanzo, condamné à trente années de prison, le colonel d'aviation Ernesto Miranda (Officier d'Etat Mayor), les Commandants Ernesto Galaz (Officier d'Etat Mayor) et Otto Becerra; les capitaines d'aviation Jorge Silva (spécialiste en Intelligence Militaire), Carlos Carbacho (Pilote de Guerre et Ingénieur électronique), Eladio Cisternas (Pédagogue et professeur de mathématiques supérieures à l'Académie Polytechnique), Raul Vergara (Pilote de guerre, économiste et professeur à l'Université du Chili); le Sous-lieutenant Humberto Frias (spécialiste en Administration de Personnel), le caporal Mario Cornejo (mécanicien d'avion); tous furent brutalement torturés et soumis aux plus horribles vexations seulement pour s'être déclarés constitutionnalistes et être restés fidèles à leur parole de soldats.

Egalement 82 marins furent arrêtés, avant le coup d'Etat, par les autorités de la marine pour les mêmes causes et tous continuent en prison après avoir subi les mêmes traitements que leurs camarades des autres institutions des forces armées chiliennes.

(Informations directes de l'intérieur, Radio Moscou et "Bulletin Informatif" No 84 de La Havane).



Le général d'aviation Alberto Bachelet.

Carte de vœux envoyée par un prisonnier politique militaire. ... fleur cultivée par l'amitié et la solidarité...

2ème ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DU GENERAL DE LA FORCE AERIEENNE ALBERTO BACHELET

Le 12 mars 1974, mourut dans une cellule de la prison de Santiago, le général Alberto BACHELET, victime des vexations les plus basses, de la haine maladroite et de la vengeance complexée de la part de celui qui s'était jusqu'alors manifesté comme son ami: le général Leigh, Commandant en Chef des Forces Aériennes et membre de la junte militaire.

Le "délit" du général Bachelet était le fait d'avoir collaboré loyalement avec le gouvernement du président Allende, et que comme spécialiste comptable il connaissait très bien certains manèges financiers en dollars très peu légaux que faisaient certains hauts chefs de son institution.

Il mourut dans une cellule de 2 mètres sur 3 sans attention médicale, accompagné de ses camarades de cellule (13 prisonniers de guerre), entre lesquels se trouvaient le général Sergio Poblete, aujourd'hui exilé en Belgique, et le capitaine Raul Vergara, isolé au pénitencier de Santiago après une grève de la faim.

Le général Bachelet est le premier général assassiné en prison par le fascisme au Chili après le putsch. Son souvenir restera un exemple et un symbole pour tous les militaires chiliens.

"La Rédaction" du Communiqué du chilien lutte.

B.8 SOCIALES LES TRIBULATIONS D'UN CHOMEUR

Les extraits de la lettre qui suit furent publiés par le magazine "Ercilla", démocrate-chrétien de la tendance Frei, le 2 mars 1976, en vue de mettre en évidence le "coût social" de la politique économique ultra-libérale de la dictature:

"Je chôme depuis 17 mois; j'ai 42 ans, marié, et compte 4 enfants en âge scolaire.

Je considère qu'il n'est point nécessaire de fatiguer les lecteurs en exposant les misères et les humiliations que nous subissons. Il suffit de dire que nous mangerons deux fois par semaine, les autres jours nous n'avons que du pain et du thé. Nous habitons une maison qui est en train de s'écrouler et il nous reste seulement le lit et quelques vêtements.

"J'ai cherché du travail pendant 17 mois, mais en vain; depuis deux mois je n'ai plus d'argent, même pas pour acheter le journal "El Mercurio" pour lire les annonces.

"Je ne veux pas d'aide économique, ni des aumônes, mais je voudrais trouver un travail pour payer mes dettes, vivre un peu décemment; je voudrais au moins donner à manger à nos en-

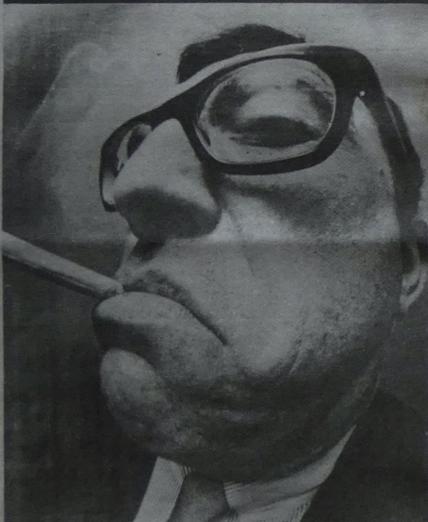
fants et vivre comme un être humain et non comme un animal. "Quand on se trouve dans une situation tellement désespérée on commence à nourrir en soi une véritable haine contre la société, car toutes nos bonnes intentions se brisent contre l'indolence de ceux qui répondent à la faim et à la nécessité par des statistiques.

"J'ai l'espoir que tout changera pour le bien du Chili et que l'heure présente est le prix que nous devons payer pour les erreurs passées et les quelques unes actuelles. Hélas, les sacrifices ne sont pas partagés par tous.

"J'ai travaillé dans l'administration de l'Etat et j'ai une large expérience dans les travaux administratifs et généraux de bureaux: importations, comptabilité, etc."

(Le lecteur s'identifie par le numéro de sa carte d'identité).

En manos de este especulador puede estar la alimentación de sus hijos



¿Puede haber alguien más delirio?

Este relato personal, subido de la derecha y de sus aliados.

Democracia Cristiana tiene una sola meta: acaparar y especular sin medida, acaparar los alimentos que el Pueblo necesita, vender en el Mercado Negro para especular a costa de los trabajadores que con su esfuerzo mantienen a Chile produciendo.

No debemos que camuflar con sus sucesos y diabólicos propósitos.

No les demos un minuto de respiro hasta que él y sus patrones, los Jara y sus tres, traidores de ayer y de hoy, toquen el amargo gusto de la derrota definitiva.

Que la tortilla se vuelva. Recomendado para los ricos, abastecimiento para los pobres.



Defiende la Patria con los Socialistas

- Dans les mains de ce spéculateur peuvent se trouver les aliments de vos enfants -, une des nombreuses affiches éditées en 1972-1973 par le P.S. chilien afin de dénoncer le sabotage fasciste, une des actions prévues dans le « plan de déstabilisation » mené par la C.I.A. en vue du coup d'Etat du 11 septembre 1973.

ENCORE DES DECLARATIONS DE Mme PINOCHET

Se référant au secteur de hauts revenus, Mme Pinochet a déclaré:

"La classe aisée a beaucoup gagné avec ce gouvernement, puisqu'elle peut poursuivre ses affaires et exploiter ses industries. (...) Elle peut continuer à augmenter ses avoirs en oubliant le temps où elle ne dormait pas pensant qu'on allait lui arracher tout".

A propos des commissions internationales qui visitèrent les prisonniers politiques, Mme Pinochet souligna:

"Des gens qui ont été ici, qui ont parlé avec mon mari, qui ont mangé à notre table et qui ont connu nos petits-enfants. Et après, ils s'en vont dire des énormités qui ne peuvent s'expliquer que parce qu'ils vendent leurs consciences... Ils ont même pu voir les quelques deux ou trois pauvres types puants qui traînent par là (dans les prisons, après avoir été torturés, NDLR)... ils les voient gros, sains, pleins de vie, et, en suite, ils sortent du Chili et parlent de tortures et d'autres horreurs". (Magazine "Ercilla", Santiago, 13 janvier 1976).

B.9 DIVERS

LA FIN D'UNE TRAVERSEE... VERS LA LIBERTE

Après trois semaines de voyage à travers l'Océan Pacifique, le bateau de pêche "Halcon Rojo" est arrivé le vendredi 20 février au Mexique. Le capitaine et les dix membres de l'équipage demandèrent l'asile politique aux autorités mexicaines, en affirmant que dans leur pays "il n'existait pas de garanties personnelles et que l'on vivait dans un climat d'incertitude et de crainte".

Le bateau crevettier de 172 tonnes quitta le port de Valparaíso vers l'extrême nord du Chili. En haute mer, le capitaine et propriétaire, M. Hugo Alfonso Jaramillo mit le cap sur le Mexique. A bord se trouvaient sa femme, ses deux fils et six amis. ("Jornal do Brasil", Rio de Janeiro, le 22 février 1976).

C. INFORMATIONS INTERNATIONALES

C.1 ORGANISMES INTERNATIONAUX

HISTOIRE D'UN RAPPORT

"Ce n'était pas un homme jeune mais ce matin-là il semblait avoir vieilli de 20 ans ou plus... Notre personnage prit la parole, ce qui, visiblement, lui coûtait beaucoup.

Essayant de vaincre ce malaise dont il était victime, il déclara: "Je vous demande de bien vouloir m'excuser. Je ne peut continuer à travailler sur ce rapport. Ce ne serait pas honnête. Maintenant je suis moi-même touché et je ne ferais pas un bon juge"... "Oui, répéta-t-il, Je suis touché. Je viens à l'instant de recevoir la nouvelle: les forces de police de la junte militaire ont abattu un de mes fils"...

"Presque tous baissèrent la tête en signe de condoléances et de compréhension. Celui qui venait de parler de la sorte était Manuel BIANCHI GUNDIAN, ex-Ambassadeur du Chili à l'Organisation des Etats Américains (OEA), membre de la commission d'enquête qui fit un rapport sur la situation des Droits de l'Homme au Chili, en 1974.

"Le rapport s'est retourné contre la junte militaire mais on n'a pas pu en prendre connaissance lors de la réunion convoquée par la OEA en 1975 à cause de l'opposition des Etats-Unis; ceux-ci demandèrent en effet d'accorder aux fascistes l'occasion de formuler de nouvelles défenses". ("RESISTANCE", Alger, 14 mars 1976).

LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT: UNE BOUEE DE SAUVETAGE POUR PINOCHET

"Le Chili demande actuellement des prêts à la Banque Interaméricaine de Développement (BID), prêts qui atteignent 86 millions de dollars, pour financer des projets d'investissements du secteur privé et ainsi que pour les travaux d'irrigation.

Ces prêts comprennent 21 millions de dollars qui iront renforcer les caisses des entités financières privées.

"La Banque Interaméricaine de Développement, qui s'est refu-

FREIHEIT



FÜR CHILE

Doris Cordes-Vollert

LIBERTÉ POUR LE CHILI

sée d'accorder des prêts au gouvernement d'Unité Populaire, essaye de donner à la junte un appui financier que ne peut prêter directement le gouvernement des Etats-Unis à cause de l'opposition rencontrée au Congrès". ("RESISTANCE", Alger, 14 mars 1976).

**C.2 RELATIONS INTERNATIONALES
PEKIN OCTROIE DE NOUVEAUX CREDITS A LA JUNTE
FASCISTE**

"Pékin, 11 mars 1976, Agence France-Presse. — Le Chili doit entamer prochainement des négociations avec la Chine Populaire en vue d'obtenir un crédit destiné à l'achat de produits chinois. Ces négociations devraient permettre notamment au Chili de récupérer un crédit de 57 millions de dollars, utilisables en 5 ans, accordé par Pékin au gouvernement Allende en juillet 1972.

De cette date au putsch de septembre 1973, seuls 5 millions furent utilisés.

Compte tenu de l'impossibilité d'employer les 52 millions restants d'ici juillet prochain, la junte de Pinochet désirerait voir Pékin reconduire l'accord précédent mais sur une nouvelle base de 100 millions de dollars".

L'octroi de ce "ballon d'oxygène", qui rejoint ceux accordés par les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes, est commenté par le journal cubain "Granma":

"L'appui et la collaboration donnés par les maoïstes à la junte fasciste du Chili et à l'agression des impérialistes et des racistes contre l'Angola montre, mieux que tout autre fait, que la direction chinoise serte, avec sa politique, ses agissements et sa propagande, l'impérialisme et la contre-révolution (...) le gouvernement des Etats-Unis et celui du "grand timonier" (...) coordonnent leurs efforts pour sauver de la banqueroute les tortionnaires chiliens (...) Aucune manifestation de solidarité avec les persécutés, même pas un mot de condamnation des crimes de la junte n'est sorti de Pékin".

(Journal "Granma", La Havane, 17 février 1976).

**PREMIER BATEAU CHINOIS ARRIVE AU CHILI DEPUIS
LE COUP D'ETAT**

"Valparaiso (Chili). — Le premier cargo chinois arrivé au Chili depuis l'instauration de la junte fasciste mouille à Valparaiso pour charger du combustible.

Le bateau a amené 10.000 tonnes de riz et retournera avec 4.000 tonnes de cuivre".

(Journal "Juventud Revolucionaria", La Havane, 25 février 1976).

**LE SENAT DES USA SUPPRIME L'AIDE MILITAIRE A
PINOCHET**

"Après des débats tumultueux, le Sénat des USA approuva par 48 voix contre 39 une proposition du sénateur E. Kennedy tendant à la suspension de toute aide militaire au Chili et des ventes d'armements. Un projet moins rigide du sénateur S. Thurmond fut rejeté; il permettait l'accomplissement des accords déjà signés et les achats directs d'armes, au grand contentant.

"Thurmond disait: "je ne vois pas pourquoi nous devrions lever nos poings contre les chiliens. Ils vont acheter des armes ailleurs. Pourquoi alors ne pas les acheter ici, s'ils sont de bons amis des Etats-Unis?" Ce à quoi l'ancien vice-président H. Humphrey, soutenant la proposition Kennedy, lui a répondu en qualifiant la junte de Pinochet de "gouvernement le plus totalitaire de toute l'Amérique du Sud" et il ajouta "Je ne crois pas que les Etats-Unis doivent soutenir un groupe de généraux qui agissent comme des assassins et qui se sont hissés au pouvoir par la force des armes".

("Jornal do Brasil", Rio de Janeiro, 19 février 1976).

**RETARD CHILIEN DANS LE PAIEMENT D'ARMEMENT
BRITANNIQUE**

"Le régime chilien ne respecte pas les échéances fixées pour le règlement financier de deux sous-marins en cours de finitions dans les chantiers britanniques", a affirmé le mercredi 10 mars à Londres M. Edward Rowlands, sous-secrétaire au Foreign Office dans une réponse écrite adressée à un député travailliste (...). Il précise que le cabinet travailliste regrette de devoir vendre des armes au régime chilien mais souligne que la commande a été passée avant le coup d'Etat militaire.

"Cette mise au point survient après les protestations du comité des affaires internationales du parti travailliste contre les prêts accordés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International au Chili".

(Agence France-Presse, Londres, 10 mars 1976).

ISOLEMENT INTERNATIONAL DE LA JUNTE,
affiche éditée aux Pays-Bas.

**APPUI DISSIMULE DE L'ALLEMAGNE FEDERALE A LA
DICTATURE DE PINOCHET**

"Le dernier congrès du Parti-Social-démocrate allemand condamna la junte chilienne en la qualifiant de "tyrannie des minorités". Cependant, le gouvernement social-démocrate de la R.F.A. donne un appui à peine voilé à la dictature: l'ambassade de la R.F.A. au Chili a été confiée presque entièrement à des représentants du secteur le plus réactionnaire de la diplomatie allemande. En janvier 1975, quelques mois avant le terme de sa mission, on mit à la retraite l'ambassadeur Lüdde-Neurath, qui eut quelques gestes humanitaires à l'égard de chiliens persécutés. Son successeur, M. Stratling, était ambassadeur en Afrique du Sud. Le premier secrétaire, von Hassel, est

né en Namibie (alors colonie allemande et aujourd'hui sous contrôle sudafricain); son frère, vice-président du parlement allemand, s'est entretenu avec Pinochet, retournant ensuite en R.F.A. demander "la solidarité du peuple allemand avec le peuple chilien dans sa difficile tâche de reconstruction".

"En plusieurs villes de la R.F.A., les autorités communales sociales-démocrates ont interdit des collectes en faveur de la Résistance chilienne sous prétexte de ne pas gêner "la coexistence pacifique des peuples".

"Les échanges commerciaux entre le Chili et la R.F.A. ont augmenté visiblement entre 1973 et 1974 (chiffres en millions de DM):

— exportations chiliennes vers la R.F.A.: de 489 à 808,8 (65,4 p.c. d'augmentation)

— importations chiliennes depuis la R.F.A.: de 210 à 362,6 (41,8 p.c. d'augmentation).

"Les capitaux allemands au Chili ont augmenté plus discrètement dans la même période: de 87,6 (décembre 1973) à 95,4 millions de DM (décembre 1974)".

(Bulletin "Chile Nachrichten", Berlin-Ouest, décembre 1975).

**D'AUTRES SIGNES DE L'APPUI OUEST-ALLEMAND A LA
DICTATURE FASCISTE**

"L'usine d'armements Heckler & Koch (d'Obendorf/Neckar) avait reçu une commande pour 4.000 fusils HK-33 destinés à la force aérienne du Chili, pendant le gouvernement Allende. Après le putsch, le gouvernement allemand arrêta cette fourniture d'armes. Maintenant, une entreprise de Thaïlande fabrique ces fusils, avec une licence Heckler & Koch, et les vend au Chili. Il s'agit de la première exportation d'armes de la Thaïlande.

"En octobre 1975, la R.F.A. renégocia la dette chilienne pour cette année (55,3 millions de DM) et cela à des conditions plus favorables que celles accordées au gouvernement constitutionnel d'Allende. Alors que ce gouvernement devait payer immédiatement un acompte de 30 p.c. de sa dette, la junte dispose de trois ans pour payer les premiers 30 p.c. Les négociations furent pratiquement secrètes...

"On bâtit à Emmerich (Rhénanie) une tréfilerie de cuivre. 40 p.c. du capital sont apportés par la CODELCO (Corporation du Cuivre du Chili) et le reste par les firmes Norddeutsche Affinerie (40 p.c.) et Hüttenwerke Kaysner (20 p.c.). Ce projet a l'appui officiel du gouvernement provincial rhénan, social-démocrate, lequel lui octroie des subsides d'"encouragement à l'équilibre territorial de l'industrialisation".

(Bulletin "Chile Nachrichten", Berlin-Ouest, décembre 1975).

**ON EXPORTE LES DENREES ALIMENTAIRES REFUSEES
AU PEUPLE CHILIEN**

"La coopérative agricole "Tierra del Fuego" est en train d'envoyer 36.000 kilos de viande ovine au Portugal, exportation évaluée en 206.400 dollars".

(Journal "El Mercurio", Santiago, 28 janvier 1976).

"Les exportations agricoles ont augmenté de 41,2 à 58,6 millions de dollars, s'améliorant de 42,2 p.c. La majeure partie de ces exportations est constituée par des fruits frais, lesquels ont augmenté de 17,9 à 37,1 millions de dollars (107,2 p.c. en plus)".

(Journal "El Mercurio", Santiago, 22 janvier 1976).

(Cher ami lecteur, pour que vous puissiez vous faire une idée de la façon dont le fascisme actuellement au pouvoir dans notre patrie arrive à tirer des dollars de la famine à laquelle il a soumis à nos compatriotes, et surtout les enfants, nous vous conseillons de lire la lettre d'un employé, cadre moyen, reproduite dans notre rubrique Sociale, B,8, NDLR).



Dessin publié dans le bulletin - C.E.A.L. Informations -, Bruxelles

**C.3 SOLIDARITE
EN R.F.A.: L'EGLISE, LA SOLIDARITE ET LA POLICE**

A la Cathédrale de Essen, l'évêque du diocèse Mgr. Franz Hengsbach, d'autres prêtres et les laïcs allemands et chiliens ont tenu une réunion pour appuyer le Comité pour la Paix du Chili. La police est arrivée à la Cathédrale à la fin du meeting et un représentant des forces de l'ordre ordonna aux participants de quitter la Cathédrale. Le groupe s'est refusé à obéir, restant enfermé à l'intérieur, surveillé par quelques agents de police.

(Agence DPA, Bonn, 10 janvier 1976).

**COORDINATION DE LA DEFENSE DES PRISONNIERS
POLITIQUES CHILIENS**

A l'initiative du Comité de Défense des Prisonniers Politiques chiliens de Paris s'est tenu, fin janvier 1976 la première réunion de Coordination Européenne des Comités de défense des prisonniers politiques au Chili.

Ont assisté à cette réunion des Comités de Montpellier, de Lyon, de Suisse, du Danemark, d'Angleterre et de Liège ainsi que des groupes d'amnesty international de Frankfurt, de Constance et de Paris.

Plusieurs problèmes concernant la libération des prisonniers politiques chiliens ont été débattus, notamment l'information, les visas, l'envoi de fonds pour soutenir les parents des prisonniers, les réfectoires populaires, la défense juridique, etc. (De notre envoyé spécial).

EN FRANCE: PARRAINAGE DE CAMPS DE CONCENTRATION

("Combat Socialiste", mensuel des sections d'entreprise du P.S., mars 1976).

Le Comité France-Amérique Latine a entrepris une campagne de solidarité en faveur des prisonniers politiques chiliens. Il a déclaré que les campagnes de solidarité qui se développent dans le monde entier contribuent largement à maintenir à un niveau élevé le moral des travailleurs chiliens malgré les persécutions et la misère. Le Comité a choisi, pour commencer, le parrainage du camp de prisonniers de Tres Alamos, de Santiago.

FOLKLORE CHILIEN A MAISONNEUVE, QUEBEC

"Il faut chanter avec ceux qui poursuivent la lutte". C'est ainsi que la soirée organisée à Maisonneuve est commentée. Le folklore chilien, comme celui de l'Amérique Latine s'inspire de la vie du peuple. Au Chili il provient de l'expérience vécue avec l'Allemagne. Aujourd'hui, "la nouvelle chanson chilienne" constitue une arme de la Résistance". (Journal "Le Jour", Montréal, 21 février 1976).

FREE



LUIS CORVALAN
 • General Secretary of the Communist Party of Chile
 • Senator during the Popular Unity Government

and ALL OTHER POLITICAL PRISONERS IN CHILE

The Present Writer Embassy of Chile Distributors: COMMUNIST PARTY U.S.A.
 1730 Massachusetts Ave. N.W. Washington, D.C. 20036 For more information: Carl G. White
 and Henry Klugman, Department of State 23 West 20th Street, New York, N.Y. 10011 (212) 648-5776

Affiche publiée aux Etats-Unis.

CAMPAGNE POUR UNE OFFENSIVE DE SOLIDARITE

Du "Plan pour une offensive de solidarité" organisé par le Comité Extérieur de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), nous détachons les points suivants:

— Pour les Centrales Syndicales: Aider à déterminer le plus spécifiquement possible le commerce avec la dictature, aider à détecter les ports et industries dans lesquels existent des marchandises ou matériaux qui sont destinés à la dictature ou qui viennent du Chili.

— Pour les Gouvernements et Partis: demander des informations sur le commerce avec la dictature, que les partis prennent des accords en faveur du boycottage, les rendent publics et instruisent les organisations de base en ce sens.

Il faut comprendre que "l'unique façon pour sauver les familles chiliennes de la répression et de la faim c'est d'isoler économiquement la junte pour faire changer la situation au Chili". "Dans le cas des aliments que la junte est en train d'exporter il faut exiger qu'ils soient renvoyés au Chili, pour qu'ils servent à alimenter les enfants chiliens qui meurent de faim". (Communiqué de la CUT, février 1976).

APPEL DE "CHILE-DEMOCRATICO" (ROME) AUX COMITES DE SOLIDARITE

Le dernier paragraphe du communiqué adressé en février dernier par le secrétariat de "Chile-Democratico", organisme officiel de la Résistance chilienne en Europe, aux Comités de Solidarité pour le Chili reconnaît "qu'il n'y a pas de doute que depuis les premiers jours du coup d'Etat fasciste, la solidarité internationale, large et généreusement donnée par des forces et courants d'opinion les plus divers dans le monde entier, a joué le rôle fondamental. Actuellement toutes les conditions existent pour que continue ce mouvement. A cette fin, nous lançons un appel pour que se poursuive la réalisation de toutes les initiatives possibles en faveur du peuple chilien contre le fascisme. Nous souhaitons de nouveaux succès sur le plan international, car chacun d'eux est un facteur qui se répercute profondément à l'intérieur du Chili et aide et stimule la lutte du peuple".

D-1 INFORMATIONS BELGO-CHILIENNES D-1 RELATIONS BELGO-CHILIENNES

AIDE AU CHILI: REACTION DU MINISTRE BELGE DES AFFAIRES ETRANGERES SUITE AUX DECLARATIONS DU BUREAU DU PARTI SOCIALISTE BELGE CONCERNANT UN "APPUI" DE LA BELGIQUE AU CHILI

M. Van Elslande, ministre des Affaires Etrangères a déclaré que la Belgique refuse toute aide au Chili. La preuve en est fournie — déclare-t-il — par l'absence de la Belgique au Club de Paris, qui réunit les principaux créanciers du Chili. Quant au prêt de la Banque Mondiale au Chili, il faut — selon lui — se souvenir que l'administrateur belge de la Banque Mondiale représente quatre pays, à savoir: la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche et la Turquie. Tous les pays représentés par la Belgique n'ont pas la même attitude négative à l'égard du Chili, de sorte que l'abstention était la seule possibilité. (Agence "Belga", Bruxelles 12 février 1976).

LA "GENERALE" AU SECOURS DE PINOCHET

"La Régionale FGTB de Bruxelles-Hal-Vilvorde signale que la junte chilienne vient d'annoncer que la Société Générale de Banque a accordé un prêt de quatre millions de dollars à la junte pour un investissement dans une aciérie au Chili.

"L'information a paru dans "El Mercurio" de Santiago. Au moment où la répression s'accroît au Chili contre les démocrates de toutes les tendances le prêt de la Société Générale de Banque est particulièrement scandaleux.

"Le capitalisme "belge", alors que la sidérurgie nationale est en difficulté, trouve plus intéressant de financer une aciérie au Chili, là où la démocratie a été écrasée...

"Le capitalisme et le fascisme, la main dans la main..." ("Le Peuple", "Le Monde du Travail", "Le Travail", 14 et 15 février 1976).

LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE ET LE CHILI

"A propos du communiqué de la régionale bruxelloise de la FGTB, la "Société Générale" signale: "cet accord remonte à

1972, donc bien avant l'avènement du régime actuel..." ("Le Peuple", 20 février 1976).

"La Société Générale confirme donc qu'elle prête actuellement de l'argent au Chili. Et le fait que cet accord remonte avant le coup d'Etat fasciste n'excuse pas à nos yeux le fait qu'elle continue à traiter avec les usurpateurs, comme si rien ne s'était passé à Santiago du Chili, comme s'il ne s'était agi que d'un changement banal de gouvernement, dans le respect des règles démocratiques".

("Le Drapeau Rouge", Bruxelles, 24 février 1976).

LES TRIBULATIONS A LA CHAMBRE DU "CAS" NUNO, REPRESENTANT DE LA JUNTE FASCISTE

Le député liégeois Jean-Maurice Dehousse a été fin février mandaté par le groupe socialiste de la Chambre des Représentants pour poser une question parlementaire orale urgente au Ministre C.V.P. des Affaires Etrangères afin de savoir si l'ex-général Nuño représentant de la junte fasciste chilienne à Bruxelles allait enfin quitter notre pays, les mandataires nationaux du P.S.B. entendant non seulement se réjouir de cet éventuel départ mais voulant aussi intervenir pour que cet artisan du putsch de 1973 ne soit pas remplacé en Belgique par un de ses semblables (ce qui impliquerait sans doute la nécessité de ne plus maintenir les relations diplomatiques belgo-chiliennes au niveau d'ambassadeurs, la Belgique rejoignant dans cette hypothèse l'attitude adoptée depuis septembre 1973 par un pays comme l'Italie, membre de l'OTAN et de la CEE).

17 juillet 1974 après que la majorité ait voté le 4 juillet "un ordre du jour pur et simple" suite aux interpellations développées sur ce thème le 25 juin par les députés liégeois Jean-Maurice Dehousse (P.S.B.) et Marcel Levaux (P.C.B.) cet article de procédure permettant d'éviter tout vote sur des ordres du jour qui, eux, étaient motivés.

La proposition socialiste de résolution parlementaire a été soumise à la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre mais alors qu'elle date de vingt mois elle n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour d'une séance publique de cette Assemblée, sans doute pour éviter tout vote clair à son propos. Dès lors il peut paraître singulier qu'une question parlementaire orale soit déclarée non recevable sous un tel prétexte.

Le député Dehousse a déclaré début mars 1976 vouloir, face à cette obstruction, revenir à la charge par le moyen d'une nouvelle interpellation qui, elle, ne pourrait pas être déclarée irrecevable.

LE COMMERCE BELGO-CHILIEN

VENTE DE SOULIERS CHILIENS EN BELGIQUE

("El Mercurio", Santiago, 5 octobre 1975). L'Institut d'Encouragement aux Exportations, PROCHILE, a communiqué lors de la "Semaine Internationale du Cuir", qui a eu lieu au Palais des Expositions à Paris, que la junte avait



L'OPPRESSION ET LA RESISTANCE DE OPPRESSIE EN DE WEEERSTAND

AVEC MET

CHANSON MUSIQUE - POEMES GEDICHTEN ZANG EN RIJZEN

ORGANISATION ORGANISATIE

6H VOOR LE CHILI

LE CRI DU CHILI, œuvre du peintre belge Roger Somville. Bruxelles

Le bureau de la Chambre n'a pas permis que cette question parlementaire orale urgente soit posée, la raison invoquée pour ce refus étant que le sujet de cette question était en relation avec une autre initiative parlementaire toujours pendante à la Chambre. En effet une proposition de résolution parlementaire souhaitant en fait que l'ex-général Nuño soit déclaré "persona non grata" avait été déposée le 9 juillet 1974 et distribuée le

reçu des demandes d'achat pour des souliers fabriqués au Chili, de la part de divers pays, y compris la Belgique".

VOLONTE BELGE D'IMPORTER DES PRODUITS TEXTILES

("El Mercurio", Santiago, 28 octobre 1975). D'après l'Institut d'Encouragement aux Exportations, PRO-

CHILE, une entreprise bruxelloise a noué des contacts pour importer du Chili en Belgique, un total de plus de cent mille mètres de tissus pour essuie-mains”.

D.2 SOLIDARITE BELGO-CHILIENNE
LA “MAISON DES FEMMES” INTERVIENT EN FAVEUR DE Mme FIDELIA HERRERA

La cour d’appel de Santiago a émis un avis favorable sur un recours en grâce présenté par la “Maison des Femmes” (Organisation belge) en faveur du professeur Mme Fidelia Herrera, actuellement emprisonnée par la dictature.

L’organisation féminine belge, après avoir entrepris les formalités du recours en appel, a envoyé au Chili la juriste Marie-Thérèse Cubillier qui eut un entretien avec le président de la cour d’appel dans l’espoir d’accélérer les démarches relatives au recours de grâce précité.

Mme Fidelia Herrera se trouve en ce moment au secret dans le champ de concentration de “Tres Alamos”, et son état de santé est déplorable. Elle a été détenue au début de 1975 et cruellement torturé, dans le centre d’“interrogations” de “Villa Grimaldi”.

(Bulletin du Parti Socialiste Chilien No 9, Bruxelles).

SOLIDARITE CONTRE LA REPRESSION AU CHILI

Le Bureau Exécutif National du secteur “Enseignement” de la Centrale Générale des Services Publics (CGSP-FGTB), réuni à Bruxelles le 18 février, a appris les nouvelles mesures répressives de la junte militaire chilienne, à savoir:

ix-neuf syndicalistes, dont dix relèvent de la fonction enseignante, s’ajoutant à la liste fort longue des syndicalistes déjà détenus;

iens des organisations d’enseignants, découlant de l’annulation de leur personnalité juridique.

Le Bureau Exécutif s’est insurgé contre ces mesures antidémocratiques et a décidé de faire connaître sa réprobation aux représentants officiels de la junte en Belgique.

Les mandataires demanderont en outre au gouvernement belge de soutenir la plainte introduite à ce sujet par la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) et le SPIE (Secrétariat Professionnel International de l’Enseignement) auprès du Bureau Exécutif de l’UNESCO et de la Commission des Droits de l’Homme des Nations Unies.

(Bimensuel “La Tribune”, février 1976).

AMBASSADEURS DE LA RESISTANCE CHILIENNE AU MEETING DE LA F.G.T.B.

A l’occasion de la grande manifestation organisée par la F.G.T.B. le 13 mars à Bruxelles et qui réunit près de 100.000 personnes, le célèbre groupe folklorique chilien, “Los Quilapayun” donna une émouvante représentation.



- QUILAPAYUN - chante à la lutte unitaire.

Il furent accueillis par les applaudissements de la foule qui bientôt cédèrent le pas à une minute de silence. Minute de silence pour les emprisonnés, les torturés, les victimes de tous les fascismes qui endeuillent le monde. Mais plus que le deuil d’une démocratie, celle du président Allende, les Quilapayun chantent l’espoir: VENCEREMOS! NOUS VAINCRONS! (“La Wallonie”, 15 mars 1976).

UN COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE CHILI A BOITSFORT

Roger Somville, Joseph Henrion, Jean-Pierre Pasit, Tony van Goolen, Cimper, Anne Cape, Robert Kayser, Jacques Ros-some, Wi Ily Wolstein, Patrick Picarelli, Marc Bolby, Marc Leclerc et Gladys de Cordova présentèrent la première réalisation pratique de ce Comité. Ce fût la mise sur pied d’une exposition de tableaux, dessins, céramiques, gravures et sérigraphies offerts par les professeurs-artistes et étudiants de l’Académie de Boitsfort. Apportèrent également leur concours Serge Vandercam, Maurice Pasternak, René Carcan, Jean Glibert, A. Grose-mans, Jo Dustin.

Les oeuvres présentées furent vendues au profit des artistes chiliens emprisonnés par la junte militaire fasciste. (Notre envoyé spécial).

MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX: SOLIDARITE ENVERS LES DEMOCRATES CHILIENS

Le M.C.P. a adressé une lettre ouverte aux enseignants belges les invitant à manifester leur solidarité envers les démocrates chiliens en s’opposant à l’achat de matériel didactique et audio-visuel de la firme C.V.A.V. d’I.T.T. Le M.C.P. justifie cette action en raison du rôle et responsabilités des multinationales dans la crise économique actuelle et des interventions politiques d’I.T.T. dans de nombreux pays du monde, notamment au Chili, ainsi que de sa collusion avec la C.I.A. (La Wallonie, Liège, 23 mars 1976).

NOUS DEMANDONS VOTRE COLLABORATION

Nous souhaitons que tous les comités de solidarité avec le peuple chilien et toutes les organisations qui réalisent des réunions sur le Chili, nous fassent connaître leurs activités de solidarité avec le peuple chilien, pour que nous informions nos lecteurs. (NDLR).



Basta de carcel y terror! Libertad a todos los presos políticos de Chile!



CONTRIBUYA A LA CAMPAÑA ARGENTINA DE SOLIDARIDAD con CHILE
COMACHI - Coordinadora Movimientos de Ayuda a Chile

- Assez de prison et de terreur! Liberté pour tous les prisonniers politiques chiliens -. Jusqu’au 25 mars, le peuple argentin pouvait manifester librement sa solidarité avec ses frères chiliens.

1973 settembre 1975 DUE ANNI DI RESISTENZA DEL POPOLO CILENO

BOICOTTIAMO
LA GIUNTA
GORILLA



MILANO MANIFESTAZIONE
SABATO 13 ORE 16 P.za DUOMO
COMITATO BAUTISTA VAN SHOUWEN ~ LOTTA CONTINUA
AVANGUARDIA OPERAIA ~ PdUP per il COMUNISMO
MOV. STUDENTESCO-MOVIMENTO LAVORATORI per il SOCIALISMO